



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 21/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIKETTY Frères

17 rue Georges Villette
ÉCUELLES

77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE

Références : E/221319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement PIKETTY Frères implanté 17 rue Georges Villette ÉCUELLES 77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE. L'inspection a été annoncée le 13/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIKETTY Frères
- 17 rue Georges Villette ÉCUELLES 77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE
- Code AIOT dans GUN : 0006500936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Par arrêté préfectoral n° 08/DAIDD/M/003 du 26 février 2008, les Établissements PIKETTY Frères sont autorisés, sur le territoire de la commune d'Écuelles, à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires sur une superficie d'environ 145 ha 79 a 21 ca, à exploiter des installations de lavage concassage criblage de matériaux issus de cette carrière et à exploiter une centrale de malaxage et une installation de concassage (recyclage de béton et déconstruction de chaussées), implantées à l'intérieur de la carrière.

Cette autorisation d'exploiter accordée pour une durée de 30 ans a été modifiée par arrêté préfectoral n° 2010/DCSE/M/009 du 2 juillet 2010, notamment pour prolonger les délais de mise en service des nouvelles installations de traitement de matériaux en carrière et actualiser le montant de référence des garanties financières.

En février 2022, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet des modifications apportées aux conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière (maintenant située sur la commune nouvelle de Moret-Loing-et-Orvanne) et aux installations de traitement de matériaux implantées dans la carrière. Après transmission par l'exploitant de tous les éléments d'appréciation nécessaires, ces modifications feront l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire afin d'adapter les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Décapage des terrains
- Plan d'exploitation de la carrière
- Prévention de la pollution des eaux
- Garanties financières
- Gestion des déchets d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-20	/	Lettre de suite préfectorale
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-3 > IV-3.2.4.V et IV-3.2.6	/	Lettre de suite préfectorale
Montants de référence des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article V-1 modifié par arrêté préfectoral du 02/07/2010	/	Lettre de suite préfectorale
Stockage des déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-7	/	Sans objet
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-3 > IV-3.1 II	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ces quatre dernières années, la quantité de calcaires produits par l'exploitation de la carrière est inférieure à 50 000 tonnes par an. Le décapage des terrains est réalisé de manière satisfaisante.

L'exploitant doit établir et adresser à l'inspection des installations classées un plan exact et conforme d'exploitation de la carrière pour l'année 2021. Pour le suivi des garanties financières, il doit transmettre les valeurs des surfaces S1, S2 et S3 recalculées à partir de ce plan d'exploitation. De plus, il doit notamment indiquer sur ce plan le volume et la localisation des stocks de terres végétales et de stériles de découverte.

Par ailleurs, l'exploitant doit indiquer les mesures prises ou envisagées pour remédier aux dépassements des valeurs limites de référence constatés pour certains paramètres lors des analyses des eaux souterraines. De plus, il doit transmettre les rapports établis par les organismes agréés ou qualifiés concernant les analyses des eaux, les mesures des retombées de poussières et le contrôle des niveaux de bruit.

Enfin, l'exploitant doit réviser son plan de gestion des déchets d'extraction inertes de la carrière en 2022. Ce plan de gestion devra contenir au moins les éléments prévus à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-7
Thème(s) : Autre, Décapage des terrains
Prescription contrôlée : Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation selon le phasage prévu. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux. Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. Ces stocks peuvent être utilisés en tant que merlons acoustiques prévus à l'article IV-7.1.4.
Constats : Ces quatre dernières années, la quantité de calcaires produits par l'exploitation de la carrière est inférieure à 50 000 tonnes par an. Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Les terres végétales ne sont pas mêlées aux stériles de découverte. Elles sont conservées intégralement pour la remise en état du site et stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article III-20
Thème(s) : Autre, Exploitation de la carrière
Prescription contrôlée : Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- l'échelle et l'orientation,- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les zones en cours d'exploitation,- les zones déjà exploitées non remises en état,- les zones remises en état,- le bilan des apports de matériaux extérieurs et le suivi cumulatif,- le volume de matériaux stockés pour la remise en état (terres végétales, stériles),- le volume des vides à combler,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (cote NGF),- les installations de traitement et leurs annexes,- les différents bâtiments et leurs affectations,- les pistes et voies de circulation,- les piézomètres, le forage,- les bornes mentionnées à l'article III.2. <p>Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site et le volume des vides à combler pour parvenir à la remise en état finale. Les valeurs des éléments S1, S2 et S3 définis à l'article V-1 sont également précisées.</p> <p>Une copie de ce plan certifié exact, daté et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année N+1.</p>
Constats : Le plan réglementaire de la carrière pour l'année 2021 qui a été transmis par courrier en date du 9 février 2022 : <ul style="list-style-type: none">- ne comporte pas de rose des vents pour l'orientation ;- n'indique pas de description et de légende pour certaines zones ;- utilise en légende des motifs (traits) et des couleurs ne permettant pas toujours de distinguer les différentes zones représentées ;- ne fait pas figurer de manière lisible les différents bâtiments avec leurs affectations et les installations de traitement ;- ne précise pas, pour certaines zones en légende, si elles correspondent aux surfaces S1 et S2 calculées pour le suivi des garanties financières ;- ne fait pas figurer de manière lisible les fronts correspondant à la surface S3 calculée pour le suivi des garanties financières ;- n'indique pas le volume et la localisation des stocks de terres végétales et de stériles de découverte (dont les merlons) conservés pour la remise en état du site ;- n'indique pas les cotes d'altitude NGF correspondant aux courbes de niveau ;- n'est pas certifié exact et signé par l'exploitant. <p>L'exploitant doit établir et adresser à l'inspection des installations classées un plan exact et conforme d'exploitation de la carrière pour l'année 2021 en prenant en compte les remarques formulées ci-dessus afin de permettre le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état ainsi que le suivi des garanties financières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-3 > IV-3.1 II
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres. Sont présents en carrière : une cuve double enveloppe de carburant 60 000 litres (2 compartiments) avec détection de fuite, 1 stockage d'huiles neuves (4 500 l) et un stockage d'huiles usagées (5 000 l), tous deux en atelier.
Constats : Les produits susceptibles de polluer les eaux et les sols (huiles et graisse pour l'entretien des engins, huiles usagées, déchets souillés...) sont stockés séparément et sur rétention dans l'atelier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article IV-3 > IV-3.2.4.V et IV-3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un relevé mensuel de la piézométrie et une analyse annuelle de la qualité des eaux souterraines sont réalisés par un laboratoire agréé. Elle porte au minimum sur les paramètres suivants pour chacun des piézomètres et forage : pH, MES, Hydrocarbures totaux, Conductivité, Nitrites, Nitrates, $\Sigma(\text{Nitrates}/50 + \text{Nitrites}/3)$, Chrome, Cuivre, Fer, Plomb, Zinc, Mercure, acrylamide.</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats des analyses, mesures et relevés prévus à l'article IV sont consignés dans un registre. Un bilan accompagné d'un historique permettant de constater les évolutions est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie.</p> <p>Un bilan est également adressé à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt [Direction Départementale des Territoires].</p> <p>Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.</p> <p>Constats : Le bilan des analyses des eaux souterraines réalisées en 2021 montre des dépassements des valeurs limites de référence pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES dans tous les piézomètres (Pz1 à Pz9) ; - Nitrates NO₃ et $\Sigma(\text{Nitrates}/50 + \text{Nitrites}/3)$ dans les piézomètres Pz1, Pz4, Pz5, Pz6, Pz7 et Pz9 ; - Hydrocarbures totaux dans le piézomètre Pz8. <p>Ce bilan est accompagné de commentaires sur les motifs de ces dépassements et l'évolution des résultats d'analyses pour ces paramètres au cours des dernières années.</p> <p>Par contre, il n'est pas proposé de mesures correctives au regard de cette situation récurrente et le rapport d'analyses établi par le laboratoire agréé n'est pas annexé au bilan.</p> <p>L'exploitant doit indiquer les mesures prises ou envisagées pour remédier aux dépassements constatés.</p> <p>De plus, l'exploitant doit adresser à l'inspection des installations classées les rapports établis par les organismes agréés ou qualifiés concernant les analyses des eaux (de surface, souterraines et de la source du Dy), les mesures des retombées de poussières et le contrôle des niveaux de bruit.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Montants de référence des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2008, article V-1 modifié par arrêté préfectoral du 02/07/2010
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. La formule utilisée est celle relative aux carrières en fosse. Le montant de référence des garanties financières TTC est établi comme suit avec indice TP01 = 629,1 en octobre 2009 : à compter de la modification du présent arrêté préfectoral [...] Période 31/12/2020 - 31/12/2025 : S1 (ha) = 32,8375 / S2 (ha) = 21,07 / S3 (ha) = 3,4850 / Montant de référence (euros) TTC = 1 063 873 [...]
Constats : Dans le bilan d'exploitation pour l'année 2021, en matière de garanties financières, les valeurs maximales des surfaces S1, S2 et S3 indiquées sont celles prescrites par l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2010 pour la période 31/12/2015 - 31/12/2020 (et non pour la période 31/12/2020 - 31/12/2025). La surface S3 indiquée pour l'année 2021 dépasse la valeur maximale pour la période 31/12/2020 - 31/12/2025. De plus, les surfaces S1, S2 et S3 indiquées pour l'année 2021 ne correspondent pas aux surfaces calculées figurant sur le plan réglementaire de la carrière qui a été transmis pour l'année 2021. L'exploitant doit recalculer les surfaces S1, S2 et S3 à partir du plan exact et conforme d'exploitation de la carrière qu'il doit établir pour l'année 2021. Il doit transmettre les valeurs des surfaces recalculées à l'inspection des installations classées afin de permettre le suivi des garanties financières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'extraction inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Des zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont actuellement présentes sur le site. Les terres végétales et stériles de découverte qui sont stockés ne font pas l'objet d'un suivi des quantités et les zones de stockage correspondantes ne sont pas représentées sur un plan topographique. L'exploitant doit indiquer le volume et la localisation des stocks de terres végétales et de stériles de découverte (dont les merlons) sur le plan annuel d'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction inertes de la carrière a été établi en septembre 2016 pour la période 2017 - 2022. L'exploitant doit réviser son plan de gestion des déchets d'extraction en 2022. Ce plan de gestion devra contenir au moins les éléments prévus à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

